

*Questions orales*

coup de femmes battues, de femmes violées, ne sauront pas où aller, n'auront plus personne de confiance sur qui compter. Est-ce que le premier ministre va changer sa politique et promettre aux femmes du Canada que ces centres vont recevoir un financement permanent et adéquat?

[Traduction]

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, je suis bien sûr au courant de la situation qui existe dans les centres pour femmes de cinq des provinces que le gouvernement fédéral subventionne pour leur permettre de poursuivre leur mission qui est de se porter à la rescousse des femmes qui sont victimes de violence ou qui s'efforcent d'avoir accès à différents services du gouvernement. C'est en fait la raison pour laquelle le gouvernement a continué l'année dernière de financer ces centres. Depuis lors, mon collègue le Secrétaire d'État a eu des entretiens avec ses homologues provinciaux, les ministres chargés de la condition féminine. Nous avons des entretiens suivis avec eux et nous nous efforçons de trouver une solution aux problèmes, de façon à assurer que les centres pour femmes poursuivent leurs activités, et continuent à dispenser appui et services aux femmes de toutes les provinces et des territoires.

• (1430)

**Mme Audrey McLaughlin (Yukon):** Monsieur le Président, je pose ma question supplémentaire au premier ministre. À mon avis, les Canadiennes méritent d'apprendre de la bouche même du premier ministre quelle attitude son gouvernement a adoptée exactement à l'égard des femmes. Je sais gré à la ministre responsable de la situation de la femme de ses observations.

Si les femmes dans notre société sont en proie à la violence, c'est pour maintes raisons de caractère structurel, politique, social et culturel. Le premier ministre pourrait-il s'engager aujourd'hui à créer une commission royale qui serait chargée d'enquêter sur la violence faite aux femmes, qui examinerait tous ces aspects et qui en ce triste anniversaire témoignerait aussi de la détermination du gouvernement à faire toute la lumière sur la question.

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Encore une fois, monsieur le Président, je dois répondre à la députée qu'en ma qualité de ministre chargée du statut de la femme, c'est moi qui suis chargée,

au sein du gouvernement, de défendre les intérêts des femmes. Je me réjouis de pouvoir dire que je puis compter sur l'appui de mes collègues quand vient le moment d'examiner tous ces aspects qui revêtent tant d'importance pour les femmes.

Puisque mon honorable collègue a parlé encore une fois de nommer une commission royale d'enquête, possibilité à laquelle j'ai déjà répondu, je lui dirai qu'il nous tarde de discuter de cette possibilité avec les associations féminines qui l'ont tout à bord avancée et avec les députés qui se penchent sur le problème de la violence faite aux femmes.

Nous entendons mettre en place des moyens de nous assurer que nous progressons dans nos efforts pour mieux comprendre les causes de cette violence, mais aussi pour trouver des solutions qui, avec le temps, permettront aux femmes de vivre dans une société où la violence serait réduite, voire définitivement abolie.

[Français]

**Mme Shirley Maheu (Saint-Laurent—Cartierville):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre responsable de la Condition féminine. Étant donné que le gouvernement fédéral en 1988 a annoncé qu'il investissait 40 millions de dollars, étalés sur quatre ans, pour des projets d'initiative contre la violence familiale, la ministre peut-elle nous expliquer pourquoi, au Québec, au moins 40 centres ont dû fermer, faute de fonds?

[Traduction]

**L'hon. Mary Collins (ministre associée de la Défense nationale et ministre responsable de la situation de la femme):** Monsieur le Président, comme ma collègue le sait, le gouvernement a effectivement continué à financer les centres pour femmes au Québec. Il a financé, dans le cadre du Programme de prévention de la violence au foyer, quelque 700 projets d'un bout à l'autre du pays qui concernent diverses initiatives allant de la prévention à l'éducation, et des programmes comme celui de la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants annoncé récemment qui doit permettre à nos enseignants d'éduquer plus efficacement nos enfants dans les écoles sur des questions relatives à la violence dans notre société.

Ce genre d'initiatives allant de pair avec celles du ministre d'État chargé de l'Habitation visant à financer des abris pour les femmes qui ont été victimes de violence d'un bout à l'autre du pays prouve bien, je pense, l'engagement du gouvernement.